

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**Un peuple – Un But – Une Foi**

**PRIMATURE**

**FORUM SUR LA COMPETITIVITE FUTURE  
DES ECONOMIES AFRICAINES**

**DISCOURS DE CLOTURE DE  
MONSIEUR MAMADOU LAMINE LOUM  
PREMIER MINISTRE DU SENEGAL**

**(DAKAR , le 5 mars 1999)**

Messieurs les Ministres,  
Excellences Mesdames Messieurs les ambassadeurs  
et représentants du corps diplomatique  
Honorables Invités  
Mesdames, Messieurs

Vous voilà parvenus au terme de vos travaux qui ont été marqués par des débats très fructueux tant au niveau des ateliers que des séances plénières.

Au nom de Son Excellence le Président Abdou DIOUF, je voudrais remercier le programme PNUD-futurs africains et les parrains du Forum pour avoir pris l'initiative de cette rencontre et leur exprimer toute notre reconnaissance pour l'occasion offerte aux décideurs et aux chercheurs africains de se pencher ensemble sur les lignes d'horizon qui se présentent pour notre continent à la veille de notre entrée dans le troisième millénaire.

Trois jours durant, vous avez discuté de questions essentielles pour mettre les économies africaines dans une perspective de forte croissance par un renforcement continu de la compétitivité des différents secteurs de l'économie.

Vos réflexions, nourries par les commentaires, observations et interrogations d'experts de haut niveau et prenant en compte l'expérience des opérateurs privés au fait de la réalité du terrain, seront une contribution déterminante pour les Gouvernements dans la formulation des stratégies à long terme et la mise en œuvre des programmes de développement.

En permettant un contact moins protocolaire entre décideurs, chercheurs et producteurs africains, le forum a permis de consolider les bases de la définition d'une vision commune du développement de notre continent.

Cet élan de partenariat, né à cette occasion, doit se prolonger au niveau de chaque Etat pour conforter les conditions de mise en œuvre de la déclaration historique que vous venez d'adopter. En invitant les Etats africains à inscrire leurs stratégies de développement dans ce cadre, vous assurez une approche cohérente du développement du continent dans un contexte d'intégration.

Mesdames et Messieurs,

*Notre continent continue d'accuser un important retard dans tous les secteurs économiques et sociaux.*

Et si cette situation perdure encore, c'est parce que nous n'avons pas pu trouver jusque là une réponse juste et durable au défi de la compétitivité et de la croissance.

La part de marché globale de l'Afrique représente ainsi 2% du commerce mondial, alors qu'elle n'accueille qu'un et demi pour cent des flux d'investissement direct étranger et que sa croissance réelle par tête d'habitant est la plus faible du monde au cours des quarante dernières années.

L'instabilité politico-sociale, la difficile maîtrise du cadre macro-économique, les handicaps géographiques et physiques de même que le manque de flexibilité et de créativité ont pendant longtemps constitué des obstacles de nature à réduire la capacité de notre continent à améliorer ses performances au niveau mondial.

Aujourd'hui, *l'Afrique, notre Afrique, vit une renaissance*. La volonté de réforme habite chacun de nos pays. La croissance économique redémarre et, avec elle, s'instaure la confiance en nos capacités.

Consolider durablement cette ère nouvelle qui émerge, exige que nous sachions anticiper les mouvements qui se dessinent, nous adapter à un environnement qui change continuellement et nous ajuster en conséquence.

Le contexte aujourd'hui, c'est la *mondialisation*, avec pour conséquences l'ouverture des frontières, la diffusion sans limites et sans délai des idées et des technologies ainsi que la compétition directe entre les Nations et entre les entreprises.

*Face à ce nouveau contexte, il nous faut inventer un modèle nouveau et des pratiques nouvelles.*

Le préalable et la première étape de cette opération consistent d'abord à comprendre le nouvel environnement et à mesurer finement les actions à entreprendre. Il s'agit ensuite de conduire sans tarder les réformes nécessaires.

Votre forum, grâce à la qualité des participants et à la richesse des débats, a posé des jalons importants pour une correcte prise en charge par notre continent de l'équation ainsi posée.

La déclaration que vous venez d'adopter a non seulement bien circonscrit les *habits neufs de la compétitivité* mais a esquissé les réponses à mettre en place dans des domaines clés.

Vous avez tous convenus qu'aujourd'hui, pour notre continent, *il importe moins de posséder des ressources naturelles que de savoir comment les transformer* au meilleur prix et à la meilleure qualité, puis les livrer le plus rapidement possible aux clients dans toutes les zones du monde.

Il y a là un *tournant* important pour ce qui concerne les orientations à donner à nos politiques économiques futures.

Ainsi, *la connaissance, la technologie et la capacité d'organisation stratégique deviennent les variables-clés* sur lesquelles nous devons porter nos efforts.

Les quatre ateliers de votre forum ont disséqué ces différentes composantes de la compétitivité durable en identifiant à chaque fois les solutions que notre continent doit mettre en œuvre.

Comme vous l'avez bien relevé, l'effort doit d'abord porter sur *la bonne gouvernance et le cadre réglementaire*.

Pacifier le système politique et moderniser le jeu démocratique sont indispensables pour mobiliser et *faire partager à l'ensemble des citoyens la vision de la compétitivité* globale et de la croissance durable.

Cette vision doit être portée par une administration publique efficace et intègre, capable de définir, en partenariat avec les populations et la société civile, les bonnes stratégies et politiques et, fondant son action sur des règles de droit claires, transparentes et prévisibles ainsi que sur le respect de la parole donnée. Ce dernier aspect renforce la *crédibilité* et l'esprit de *responsabilité de l'Etat*, fort de ses réalisations et de la qualité de ses services de souveraineté et de ses services sociaux (éducation, santé).

Le second niveau, c'est le *cadre macro-économique* qui doit être de qualité. En collaboration avec nos partenaires au développement, nous avons mis en œuvre avec courage d'importantes réformes pour corriger les déséquilibres budgétaires et extérieurs, maîtriser l'inflation, privatiser les entreprises publiques, libérer les échanges et les prix et ajuster la valeur du taux de change quant il le fallait.

Mais, comprenons nous bien, cette rigueur et cette orthodoxie, vous l'avez d'ailleurs souligné, doit être maintenues sur le long terme, même et surtout en l'absence de programme avec les bailleurs de fonds. Ce sont en effet des *pré-requis* de la compétitivité pour tous les pays du monde indépendamment de leur niveau de développement.

Le troisième niveau concerne les *facteurs de la compétitivité au sein même des entreprises*. C'est là que réside l'essence même de la compétitivité, les deux niveaux précédents en constituant le décor et les piliers.

En vérité, ce sont toutes les fonctions de l'entreprise qui sont concernées par le défi de la compétitivité. Favoriser l'émergence d'une base locale de bons gestionnaires d'entreprise constitue la tâche primordiale puisque le leadership et l'esprit d'entreprise conditionnent les résultats des travailleurs.

Ces derniers doivent être bien formés et bénéficier d'un système adapté de sécurité sociale.

La qualité du *capital humain* détermine en effet leur capacité à incorporer les innovations technologiques, y compris les nouvelles technologies de l'information et de la communication, dans le processus de production et relever fortement la *productivité globale des facteurs* qui demeure faible en Afrique.

C'est pourquoi, votre déclaration a bien fait de retenir le développement du capital humain comme un enjeu majeur pour notre continent dans les années à venir. C'est le levier le plus crucial pour dépasser les handicaps géographiques et physiques auxquels se heurtent notre continent.

Dans le domaine du capital humain comme dans d'autres, une collaboration étroite, je dirais même une complicité, doit exister entre les pouvoirs publics et les milieux d'affaires, pour trouver des réponses aux besoins des entreprises en infrastructures, en financement et en assistance technologique.

Ces problèmes qui sont communs à tous les pays africains peuvent être appréhendés d'ailleurs à une échelle régionale comme l'ont fort opportunément proposé certains participants du forum.

Le *cadre régional* constitue également le champ idéal d'apprentissage des exigences de la compétitivité pour les entreprises africaines, avant d'affronter la rude concurrence qui prévaut au niveau mondial. La multiplication des marchés communs, voire uniques, dans les différentes zones du continent, en attendant demain l'avènement de la Communauté économique africaine, leur en donne toutes les opportunités.

Enfin, la déclaration a souligné avec raison l'importance d'une bonne gestion des opportunités et des défis que posent *l'environnement externe*.

Des changements sont en cours aussi bien dans les règles des échanges internationaux, avec l'avènement de l'OMC, que dans la politique d'aide publique des bailleurs. Tout en continuant à demander des traitements de faveur pour nous permettre de gérer sans à coups les périodes transitoires liées à ces mutations, nous devons développer une capacité de réaction à ces chocs externes, en diversifiant notre base de produits exportables répondant aux normes édictées au niveau international, en renforçant notre intégration sous-régionale et régionale et en attirant les capitaux privés.

Dans le court terme, la faiblesse de l'épargne et de la technologie dans nos pays rend nécessaire un grand afflux d'investissements directs étrangers, mis en relation stratégique avec les entrepreneurs locaux, si nous voulons porter le taux d'investissement aux environs de 30%, relever conséquemment le taux de croissance de nos économies aux alentours de 10% et réduire sensiblement la pauvreté.

Réussir cela demande que nos économies soient perçues comme étant compétitives par les hommes d'affaires internationaux et nationaux. Il nous faut également mettre en place des investissements publics d'appel et d'accompagnement, en quantité et en qualité, et conjurer le risque d'éviction des investissements par des dépenses publiques récurrentes et non flexibles.

En un mot, nous nous devons d'être efficaces dans le choix de dépenses publiques et assainir l'environnement global des affaires pour attirer les investissements privés.

Au total, Mesdames et Messieurs,

La compétitivité future des économies africaines appelle une transformation profonde de nos modes de pensée, d'être et d'agir.

Je dirais même, pour employer un terme à la mode, que notre continent ne peut pas faire l'économie d'un *reengineering* pour se remettre profondément en cause. Tous nos acquis et certitudes doivent être questionnés, de façon à mettre en place les stratégies et les comportements qui nous feront gagner demain la bataille de la compétitivité, de la croissance et du développement.

Votre Forum a tracé la voie à suivre. Votre déclaration a résolument souligné que l'Afrique est capable, avec de la volonté et de l'imagination, de relever le défi.

Il reste à assurer le suivi de cette déclaration, en diffusant largement les recommandations identifiées et en poursuivant, dans d'autres cadres, la réflexion sur la compétitivité future des économies africaines.

Surtout, il importe que nous gouvernants saisissons les messages ainsi lancés et que nous engagions sans tarder les réformes nous permettant de nous placer sur les bonnes trajectoires et préparer nos pays à entrer de plain pied dans le 21<sup>ème</sup> siècle.

Nos enfants nous le demandent. Nous ne saurons les décevoir.

C'est sur ces mots d'espoir que je déclare clos, au nom de Son Excellence le Président Abdou DIOUF, le Forum sur la Compétitivité future des économies africaines.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite bon retour dans vos pays respectifs.